
Nixon et le vote juif

La campagne présidentielle de 1972

Pauline Peretz

L'attachement des Juifs américains au parti démocrate apparaissait être une des données les plus stables de la vie politique des États-Unis lorsqu'en 1972, une partie d'entre eux sembla prête à se détourner du candidat George McGovern pour reporter ses voix sur le républicain Richard Nixon. Comment expliquer ce retournement ? Et quelle attitude adoptèrent Nixon et son équipe, séduits par la perspective d'un afflux de nouveaux électeurs mais soucieux de protéger la détente des revendications de la communauté juive à l'égard de l'Union soviétique ?

Lorsque l'on connaît l'antipathie tendant à la paranoïa de Nixon à l'égard des Juifs révélés à l'été 1999 par la « déclassification » des cassettes de la Maison Blanche, il est difficile de concevoir que le président républicain ait pu chercher à en obtenir le vote en 1972. La presse américaine se fit pourtant l'écho cette année-là d'une stratégie juive qu'aurait prétendument cherché à mettre en œuvre l'équipe de campagne du président. Alors que nul n'avait jamais douté du soutien inconditionnel des Juifs aux candidats démocrates, le vote juif fit, pour la première fois, l'objet de toutes les spéculations. En 1972, nombreux furent les journaux qui annoncèrent la réorientation politique des Juifs – en août, le *New York Times* titrait ainsi : « Le basculement des Juifs en faveur de Nixon ». Difficilement élu en 1968, le président sortant tenta en effet en 1972 d'élargir son électorat et de séduire les *swing voters*¹. Mais

pourquoi aurait-il voulu courtiser les Juifs, alors que seul un sur cinq s'était porté sur son nom en 1968 ? Leur taux de participation très élevé et leur capacité à faire basculer les élections lors de scrutins serrés pouvaient y inciter.

De manière générale, les Juifs détiennent un pouvoir important dans la vie politique américaine. En dépit de leur caractère très minoritaire dans la population – moins de 3 % au début des années 1970 –, ils parviennent à affecter l'issue de certains votes. Leur principal atout est leur concentration dans les États décisifs pour l'emporter au Collège électoral selon le système du *winner-take-all* (le vainqueur prend tout). Quatre cinquièmes des Juifs résident dans les douze États qui comptent le nombre de voix le plus important au sein du Collège : New York, Californie, Pennsylvanie, New Jersey, Illinois, Massachusetts, Floride, Maryland, Ohio, Connecticut, Michigan et Texas. Ces États représentent 277 grands électeurs durant les années 1970, quand il suffit à un candidat d'en obtenir 270 pour être élu président. Les Juifs ne constituent certes qu'une petite minorité de la population dans chacun de ces États (tout au plus 12 % dans l'État de New York) mais, parce qu'ils ont un niveau d'instruction et de revenu élevé, ils sont politiquement hyperactifs et peuvent influencer, à la marge, l'issue du vote dans les scrutins serrés. Dans un pays où l'enthousiasme pour la chose publique est rare et la volatilité des préférences commune, leur pouvoir tient à la prévisibilité de leur comportement politique et, en particulier, à celle de leur participation. Plus que les autres citoyens américains, ils sont affiliés à un parti et votent en

(1) Électeurs dont le vote est décisif pour l'issue d'une élection.

masse : en règle générale, plus de 90 % d'entre eux se rendent aux urnes. Ils peuvent aussi peser sur la sélection des candidats lors des primaires. Dans l'État de New York, ils constituent le quart des électeurs participant aux primaires du parti démocrate et la moitié au niveau de la ville. Le poids politique des Juifs est renforcé par leur soutien quasi total à l'un des candidats en lice, ce qui peut se traduire par un vote en bloc. Les électeurs juifs jouèrent ainsi un rôle décisif dans l'élection de Kennedy en 1960, en lui permettant de l'emporter dans les États les plus disputés¹. Groupe à courtiser en périodes électorales, la communauté juive l'est aussi parce qu'elle verse des contributions substantielles aux candidats, dans un système où les campagnes sont extrêmement coûteuses et les fonds toujours insuffisants. Cette contribution élevée s'explique par son intérêt pour la politique, sa relative aisance économique et sa contribution traditionnelle aux œuvres de charité. La communauté compte quelques personnalités très fortunées prêtes à aider ses amis. Plus que la couleur politique de celui qu'elle aide, ce qui lui importe est qu'il soit susceptible d'avancer les mesures auxquelles elle tient. En outre, les contributions juives sont en général versées au tout début des campagnes, le moment le plus délicat pour un candidat puisqu'il détermine s'il peut ou non concourir.

En 1972, si Nixon eut l'idée de courtiser les Juifs, ce ne fut pas tant pour leurs contributions que parce qu'il pensait être en mesure de tirer parti de sa politique israélienne, une politique qui satisfaisait pleinement ceux d'entre eux qui s'identifiaient plus étroitement avec l'État hébreu depuis la guerre des Six Jours. Dès le début des années 1970 cependant, une seconde

question de politique étrangère préoccupait la communauté : le respect du droit des Juifs à quitter l'URSS. Mettre en œuvre une stratégie juive lors des élections impliquait donc d'intervenir dans les affaires intérieures soviétiques et de prendre le risque de remettre en cause la détente. Quelle était donc la marge de manœuvre dont disposait le gouvernement pour séduire la communauté juive ?

Handicaps structurels et conjoncturels

À l'égard des Juifs, Nixon souffrait d'un handicap fondamental qui ne tenait ni à sa personne ni à son programme : son étiquette politique. Depuis la présidence de Roosevelt, les Juifs américains étaient en effet le groupe qui, les Noirs mis à part, votaient le plus systématiquement pour les candidats démocrates. Dans la première partie du 20^e siècle, il était naturel qu'un Juif arrivant dans une société dominée par les Wasp votât pour le parti des minorités et des petites classes moyennes, et contre la droite associée à l'antisémitisme. Au lendemain de la seconde guerre mondiale pourtant, les Juifs américains perdirent leur statut d'*outsiders* et l'antisémitisme se mit à refluer. Ils entamèrent une très rapide ascension sociale et, pour une majorité d'entre eux, atteignirent les classes moyennes supérieures tout en restant loyaux au parti démocrate. Ne suivant pas la règle selon laquelle les groupes ethniques votent selon leurs moyens, le progressisme des Juifs américains relève d'une anomalie². Trois explications sont avancées pour expliquer cette fidélité au parti démocrate³. Dans son ouvrage fondateur sur le comportement politique des Juifs américains, *The Political Behavior of American Jews*, publié en 1956, Lawrence Fuchs montre que leur

(2) Nathan Glazer, « The Anomalous Liberalism of American Jews », in Robert M. Seltzer (dir.), *The Americanization of the Jews*, New York, New York University Press, 1995, p. 133-143.

(3) Pour une présentation synthétique du débat, voir Edward S. Shapiro, *A Time for Healing. American Jewry since World War II*, Baltimore, Johns Hopkins University, 1992, p. 219-221.

(1) Will Maslow, « Jewish Political Power : An Assessment », *American Jewish Historical Quarterly*, 66, décembre 1976, p. 349 ; et Stephen D. Isaacs, *Jews and American Politics*, New York, Doubleday, 1974.

progressisme tient à la proximité entre les valeurs démocrates et les valeurs traditionnelles juives, telles que l'éducation, la charité et la justice sociale. La deuxième explication insiste sur les conditions historiques et sociales particulières dans lesquelles les Juifs se sont intégrés à la société américaine, et à l'expérience fondatrice de l'immigration¹. L'explication historique insiste aussi sur les gestes d'ouverture que les démocrates ont faits en direction de la communauté juive : offre de postes dans le gouvernement et dans le parti, et surtout soutien à l'État d'Israël dès sa fondation. La troisième explication insiste paradoxalement, elle, sur la poursuite de leur intérêt par les Juifs. Pour Anna Greenberg et Kenneth Wald, la politique démocrate leur a plutôt réussi, comme le prouvent un succès socio-économique incontestable, une entrée massive à l'université et la disparition de l'antisémitisme². Ces interprétations concurrentes mais non contradictoires expliquent pourquoi, depuis les années 1950, le résultat des élections présidentielles contredit toujours ceux qui prédisaient la fin de la loyauté juive au parti démocrate. Pour que la stratégie électorale de Nixon à l'égard des Juifs eût un sens, un obstacle de très grande taille était donc à surmonter.

Outre ce sérieux handicap, Nixon était gêné par les conséquences du mépris dans lequel il avait tenu la communauté juive durant son premier mandat. En 1972, celle-ci avait le sentiment de ne pas avoir été considérée comme l'interlocuteur valable qu'elle aurait voulu être. Nixon avait en effet refusé d'assigner à l'un de ses conseillers le rôle de liaison avec la communauté juive comme cela avait été l'habitude dans les gouvernements précédents. Certes, à plusieurs

reprises, Leonard Garment, le conseiller spécial du président pour les questions relatives aux droits civiques et à la culture, tint lieu d'interlocuteur pour les dirigeants juifs, mais il n'accepta jamais que sa religion fit de lui un conseiller pour les affaires juives. Durant le premier mandat de Nixon, Garment se contenta de faire accepter aux *leaders* juifs des positions préalablement définies³. Cet unilatéralisme engendra des rancœurs du côté de la communauté juive et distendit les liens de façon presque irrémédiable. Le fait que Nixon ne prît jamais la parole devant une organisation juive et qu'il ne rencontrât les dirigeants de la communauté qu'une seule fois en quatre ans – le 30 décembre 1970 pour évoquer le procès imminent de Leningrad⁴ – en était la plus évidente manifestation⁵.

La déception de la communauté à l'égard de Nixon tint aussi au faible nombre de nominations de Juifs à des postes d'influence au sein du gouvernement. Certes, Henry Kissinger, le conseiller pour la sécurité nationale, promu secrétaire d'État en août 1973, était le Juif le plus influent d'un cabinet présidentiel de toute l'histoire américaine, mais il refusait de s'impliquer dans les relations avec les organisations juives⁶. D'autres Juifs avaient reçu des postes de responsabilité : Herbert Stein, président du Comité des conseillers économiques, William Safire, une des plumes de Nixon, et Arthur Burns, son principal conseiller pour les affaires

(1) Seymour Martin Lipset (dir.), *American Pluralism and the Jewish Community*, New Brunswick, Transaction, 1990, p. 21.

(2) Anna Greenberg et Kenneth D. Wald, « Still Liberal After All These Years ? », in L. Sandy Maisel et Ira N. Forman (dir.), *Jews in American Politics*, New York, Rowan & Littlefield, 2001, p. 166.

(3) Andrew J. Glass, « Foreign Policy Report. Nixon Gives Israel Massive Aid but Reaps no Jewish Political Harvest », *National Journal*, 1^{er} août 1972, p. 60.

(4) En 1970, un groupe de onze activistes essayèrent de quitter l'URSS à bord d'un avion détourné à l'aéroport de Leningrad. Cette tentative avortée leur valut d'être traduits en justice pour haute trahison et, pour deux d'entre eux, condamnés à la peine de mort. Ce procès donna lieu à une accusation unanime de l'opinion internationale qui conduisit à une commutation des peines.

(5) Peter Golden, *Quiet Diplomat : Max M. Fisher*, New York, Cornwall Books, 1992, p. 257.

(6) Entretien de Leonard Garment, 20 mai 1975, « Ethnic Groups and American Foreign Policy », Oral History Collection, université de Columbia.

intérieures¹. Mais, aux yeux des organisations communautaires, leur influence ne suffisait pas à compenser le faible nombre de Juifs nommés à la discrétion du président. Le point d'abcès fut le refus du gouvernement Nixon de nommer un Juif à la Cour suprême, comme il en avait été l'usage depuis la nomination de Louis Brandeis en 1917. Lorsqu'Abe Fortas démissionna en 1969 et que « le siège juif » resta vacant, les organisations communautaires y virent un signe de plus de leur perte d'influence auprès du gouvernement². Paradoxalement, les dirigeants communautaires n'interprétèrent pas cette antipathie à leur égard comme une marque d'antisémitisme. Il semble par ailleurs qu'ils aient été loin de soupçonner les injures que leur réservait Nixon lorsqu'il parlait d'eux en privé, connues depuis l'ouverture au public des cassettes enregistrées par le président³.

Des atouts inespérés

En 1972, pourtant, Nixon ne manquait pas d'atouts pour séduire les électeurs juifs. Aux yeux de certains proches, ceux-ci devaient permettre de faire oublier les incidents de parcours. À partir du mois de juillet 1972, l'avantage le plus inattendu de Nixon fut la profonde

impopularité de George McGovern, le candidat officiel du parti démocrate, dans la communauté juive. Si Henry Jackson, Edmund Muskie, Hubert Humphrey ou George Wallace avaient été élus à sa place lors des primaires démocrates, l'entourage de Nixon n'aurait probablement pas songé à séduire les électeurs juifs. Bien que le National Council for Jewish Policy Studies ait classé le sénateur du Dakota du Sud parmi les premiers à voter dans le sens des intérêts des Juifs⁴, McGovern ne leur plaisait pas. Il lui était reproché de n'avoir aucune familiarité avec la vie communautaire juive. En outre, représentant la tendance pacifiste du parti, il était jugé trop modéré dans son soutien à Israël et trop favorable à une réduction de l'intervention des États-Unis à l'étranger. Associé à la New Left (Nouvelle Gauche), il effrayait aussi les classes moyennes juives parce qu'il apparaissait comme un partisan des quotas. Avant même le début de la campagne, McGovern avait en effet été à l'initiative d'une modification des règles de désignation des délégués à la convention nationale du parti démocrate, qui devait permettre d'y assurer une meilleure représentativité des minorités. Ce changement contribua à la nomination de McGovern, mais devint vite un problème dans la course contre Nixon. Celui-ci retourna la question de l'*affirmative action* (discrimination positive) à son avantage en assimilant la position du candidat démocrate à un soutien aux quotas, ce qu'elle n'était pas – le mot n'était nulle part mentionné dans le programme du parti. S'il avait résisté à l'intégration scolaire par le *busing*⁵, le candidat républicain était paradoxa-

(1) William Safire, *Before the Fall. An Inside View of the Pre-Watergate White House*, New York, Doubleday, 1975, p. 564.

(2) Robert A. Burt, « On the Bench. The Jewish Justices », in L. Sandy Maisel et Ira N. Forman, *op. cit.*, p. 66.

(3) En 1972, Nixon parlait d'eux avec son proche conseiller Bob Haldeman en ces termes : « Generally, you can't trust the bastards. They turn on you... » (« Généralement, tu ne peux pas faire confiance à ces bâtards. Ils se retournent contre toi... », traduction de la rédaction) David G. Dalin et Alfred J. Kolatch, *The Presidents of the United States and the Jews*, New York, Middle Village, 2000, p. 216-217. Il lui demanda quelques mois plus tard : « Please get me the names of the Jews, you know, the big Jewish contributors... Could we please investigate some of the cocksuckers ? » (« S'il te plaît donne-moi le nom des Juifs, tu sais, les gros contributeurs juifs... Pourrais-tu s'il te plaît enquêter sur quelques-uns de ces enclûs ? », tdr) Anthony Summers, *The Arrogance of Power: The Secret World of Richard Nixon*, Londres, Victor Gollancz, 2000, chap. 26. Depuis la révélation publique de ces propos, les dirigeants communautaires et les historiens proches de la communauté n'ont pas hésité à parler d'antisémitisme.

(4) National Council for Jewish Policy Studies, *NCJPS Rating of the Congress*, octobre 1972. Sur la période 1967-1972, McGovern aurait voté dans 87,5 % des cas dans le sens des intérêts d'Israël ou de la diaspora juive.

(5) Le *busing* est le transport des enfants dans une école située hors de leur quartier, dans le but d'équilibrer la composition raciale de cette école.

lement le président qui avait le plus œuvré en faveur de la discrimination positive, en poursuivant les mesures de démocratisation de l'entrée à l'université et en faisant adopter le plan de Philadelphie qui imposait l'emploi d'un nombre minimum de membres des minorités sur les chantiers de construction fédéraux. En 1972, l'équipe de Nixon fit le choix de bien distinguer ces mesures des quotas, dont il avait été à un moment question dans le camp démocrate et qui avaient donné matière à inquiétude à la classe moyenne blanche. Pour les Juifs en particulier, les quotas présentaient le risque d'une remise en cause d'un système jusque-là fondé sur le mérite et qui avait permis leur ascension sociale. Même Nathan Glazer, partisan de McGovern, considérait l'adoption de quotas comme une menace : « une politique comme celle-ci, qui tend à remplacer l'égalité des chances par l'égalité de représentation, restreindra inévitablement les chances des Juifs », écrivait-il en septembre 1972 dans *Commentary*. Cette opposition des Juifs aux quotas se radicalisa sous l'influence des néo-conservateurs qui voyaient dans leur établissement le retour des mesures discriminatoires à l'entrée dans les universités. Ce fut la raison qui conduisit Milton Himmelfarb à confier dans le même numéro de *Commentary* : « Ce serait mieux pour les Juifs que McGovern ne gagne pas¹. » Nixon eut l'intelligence d'exploiter la question des quotas qui pouvait lui permettre de rallier les Juifs en affirmant publiquement : « Les quotas sont censés être un raccourci vers l'égalité des chances, mais ils représentent en réalité une dangereuse trahison de notre croyance que la valeur d'un individu se juge à ses capacités². »

Conscient de son handicap, McGovern fit appel à Richard Cohen, un professionnel des relations publiques de la communauté juive,

pour l'aider à améliorer son image. Cohen créa au sein de l'équipe de campagne un bureau juif chargé de populariser la position du candidat démocrate sur toutes les questions touchant les Juifs, et rédigea une brochure comparant les actions respectives de Nixon et de McGovern vis-à-vis d'Israël et des Juifs d'URSS³. Son influence se lit également dans les promesses que McGovern fit lors de son discours d'investiture devant la convention du parti démocrate et qui allaient bien au-delà des propos tièdes et indécis tenus jusque-là : il y affirmait un soutien sans condition à Israël, promettait la poursuite des ventes d'armes, appelait à des négociations justes entre Arabes et Israéliens, et proposait même de déplacer l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem⁴. Mais la stratégie de sauvetage de Cohen s'avéra insuffisante pour neutraliser la tiédeur de McGovern à l'égard d'Israël et son apparent soutien aux quotas. Dès la fin du mois de juillet 1972, les sondages Gallup donnaient Nixon gagnant contre McGovern, par 56 % contre 37 %.

L'atout décisif de Nixon ne fut pourtant pas l'impopularité de son opposant démocrate, mais la politique israélienne dont il fut à l'initiative. Paradoxalement, c'est sous la présidence d'un républicain élu quasi sans voix juive que l'alliance entre les États-Unis et l'État hébreu devint un fait incontournable de la vie politique américaine. Durant son premier mandat, Nixon avait abandonné la politique d'impartialité de ses prédécesseurs, fait d'Israël un atout stratégique pour l'Amérique et institutionnalisé une aide de très haut niveau et des livraisons presque illimitées de matériel militaire. Le soutien du gouvernement Nixon ne fut pourtant pas immédiat. La priorité

(1) Nathan Glazer et Milton Himmelfarb, « McGovern and the Jews : A Debate », *Commentary*, septembre 1972, p. 43-48.

(2) Cité par William Safire, *op. cit.*, p. 571.

(3) Entretien de Richard Cohen, « The Politics of American Jews : The Election of 1972 », Oral History Collection, New York Public Library and American Jewish Committee.

(4) McGovern for President Committee, *Democratic Party Platform on Issues Relating to Israel and Soviet Jewry*, 1972.

de William P. Rogers, le premier secrétaire d'État de Nixon, était de diminuer l'influence soviétique au Moyen-Orient et d'améliorer l'image des États-Unis auprès des pays arabes. Attribuant par ailleurs l'escalade de la guerre d'attrition à l'intransigeance israélienne, Rogers proposa au début décembre 1969 un plan exigeant le retrait quasi complet des territoires occupés comme base des négociations de paix. Les réactions violentes d'Israël et de la communauté juive américaine n'expliquèrent pas à elles seules le revirement de Nixon. C'est plus vraisemblablement l'opposition de Kissinger au plan et sa capacité à convaincre le président que le *statu quo* était favorable aux États-Unis qui furent décisives. Son analyse, qui faisait d'Israël un allié dans la lutte contre les Soviétiques et un substitut stratégique pour les États-Unis, s'inscrivait mieux dans la vision que Nixon avait du monde. Dans les mois qui suivirent le retrait du plan, le président définit sa politique à l'égard d'Israël dans les termes suivants : « Nous sommes du côté d'Israël parce que, selon nous, Israël est le seul État du Moyen-Orient à être favorable à la liberté et à s'opposer efficacement à l'expansion soviétique. » Le soutien à l'État juif devint inconditionnel¹. L'établissement de cette relation spéciale se traduit par des mesures concrètes, parallèlement à la réattribution de la responsabilité de la politique moyen-orientale à Kissinger. L'aide américaine à Israël augmenta de façon considérable, passant de 269,9 millions de dollars de 1968 à 1970 à 1,5 milliard de dollars entre 1971 et 1973². Et la volonté de Kissinger de garantir la capacité dissuasive d'Israël conduisit les États-Unis à devenir le plus important fournisseur militaire d'Israël.

Ces gestes valurent à Nixon un soutien indéfectible de la part de Jérusalem. Lors de la cam-

pagne présidentielle de 1972, Israël marqua donc sa préférence pour le candidat républicain en dépit de la tradition bien établie de non-intervention dans les affaires intérieures américaines. L'ambassadeur d'Israël à Washington, Yitzhak Rabin, affirma à l'occasion d'une émission radiophonique, qu'aucun président américain n'ayant autant fait pour l'État hébreu, le soutien de son pays lui était dû³. S'il n'est pas certain que ces paroles aient été prononcées avec l'accord de Golda Meir, elles créèrent l'impression d'un adoubement officiel de Nixon par Israël. Les Juifs américains manifestèrent leur mécontentement à l'égard de ce qu'ils considérèrent comme une intrusion dangereuse de Jérusalem dans les affaires communautaires, mais le soutien public de l'État hébreu joua quand même favorablement pour Nixon. Voter McGovern équivalait désormais à une contestation d'Israël, un geste loin d'être évident pour une communauté qui avait fait de la sécurité et du bien-être de cet État le premier de ses soucis.

Exploiter cet avantage ?

Dans la communauté, Nixon bénéficiait de la sympathie d'un petit groupe de dirigeants fort influents qui étaient soucieux de l'aider à valoriser ces atouts auprès des électeurs juifs. Les amitiés ne furent pas nombreuses, mais leur intensité et leur longévité remarquables. Nixon était dans les meilleurs termes avec la direction de la Zionist Organization of America, proche du Likoud israélien. Il pouvait également compter sur Warren Adler, un publiciste expert en relations publiques, représentant à Washington de plusieurs organisations juives. Mais le plus fidèle soutien, l'intermédiaire obligé entre la communauté juive et Nixon, fut Max Fisher, surnommé « le Juif de cour » du président. Cet industriel millionnaire de Detroit qui était aussi un mem-

(1) Yaacov Baar-Siman-Tov, « The United States and Israel since 1948 : A "Special Relationship" ? », *Diplomatic History*, 1998, 22 (2), p. 243-245.

(2) Andrew J. Glass, *op. cit.*, p. 58.

(3) Gerald Strober, *American Jews : Community in Crisis*, Garden City, New York, Doubleday, 1974, p. 198.

bre éminent de la communauté juive – en 1969, il était devenu président du Council of Jewish Federations and Welfare Funds après avoir été président de l'United Jewish Appeal – ne compta pas ses efforts pour venir en aide à Nixon et tenter de concilier les intérêts de l'exécutif avec ceux des Juifs américains et d'Israël. Fisher vint en aide à Nixon dès sa première campagne présidentielle – il versa cent sept mille dollars à l'ensemble des candidats républicains et organisa pour lui de nombreuses collectes de fonds¹.

Quatre ans plus tard, ce fut Fisher, un des huit membres fondateurs du Comité pour la réélection du président, qui eut l'idée d'élargir l'électorat juif de Nixon. En août 1971, avant même que la candidature de McGovern ne fût connue et alors que la victoire était encore très incertaine, il proposa au ministre de la Justice, John Mitchell, de cultiver l'avantage du président auprès des Juifs en faisant valoir ses réussites². Une fois le futur directeur de campagne convaincu, Fisher embaucha Larry Goldberg, un républicain de Providence, ancien dirigeant local de l'Anti-Defamation League, pour mettre en œuvre cette stratégie. Celui-ci devint avec Max Fisher et Rita Hauser, l'ancienne ambassadrice des États-Unis à la Commission des droits de l'homme des Nations unies, le principal animateur de la cellule juive créée au sein du Comité.

L'ambition de cette cellule ne se limita pas à la valorisation de la politique moyen-orientale de Nixon auprès des plus fervents partisans d'Israël. Très tôt, une seconde cible fut identifiée : le groupe des Juifs affectés par les transformations urbaines et oubliés de la croissance. Si une grande majorité des Juifs américains avaient vu leur statut économique et social s'améliorer durant les années 1950, ceux appartenant aux classes moyennes inférieures et vivant dans les centres-villes avaient, par contraste, connu une

dégradation brutale de leur situation. Leur rancœur à l'égard d'une direction communautaire, qui se souciait à leurs yeux davantage d'altruisme en soutenant la lutte des Noirs dans le cadre du mouvement des droits civiques que de défendre leurs intérêts, les conduisit à remettre progressivement en cause leur fidélité au parti démocrate. Cette « droitisation » de la frange la plus pauvre de la communauté s'accrut au lendemain de la guerre des Six Jours, qui précipita la rupture de l'alliance historique Noirs-Juifs et conduisit à une aggravation des antagonismes entre les deux groupes dans les centres des grandes villes³. Ces Juifs étaient en outre préoccupés de la montée de la criminalité et gênés par le nouveau discours anti-élite du parti démocrate. Il était donc loin d'être déraisonnable de la part des animateurs de la cellule juive d'imaginer tirer parti des frustrations des Juifs des classes moyennes inférieures, d'ailleurs relayées par les néo-conservateurs de la revue *Commentary* et, dans un tout autre registre, par l'organisation terroriste qu'était la Jewish Defense League. L'idée de la cellule juive fut d'exploiter leur crainte d'un déclin social et leur sentiment d'insécurité pour s'assurer leur vote. Grâce au soutien de quelques rabbins, elle cultiva également les Juifs orthodoxes, parmi les plus pauvres de la communauté et séduits par l'engagement de Nixon en faveur des écoles confessionnelles. Pour ne pas disperser inutilement les efforts, la stratégie juive fut mise en œuvre dans les sept États susceptibles de basculer et comptant le plus grand nombre de Juifs – New York, New Jersey, Californie, Illinois, Pennsylvanie, Maryland et Connecticut. Enfin, dans l'espoir d'accélérer le succès de cette stratégie, Fisher, Hauser et Goldberg eurent l'idée de souffler au *Washington Post* puis au reste de la

(1) Peter Golden, *op. cit.*, chap. 9, 10 et 12.

(2) *Ibid.*, p. 260.

(3) Murray Friedman, *What Went Wrong ? The Creation and Collapse of the Black-Jewish Alliance*, New York, The Free Press, 1995.

presse nationale que le vote juif pourrait se porter sur Nixon¹.

Leur projet et leurs activités convainquirent plusieurs personnalités de la communauté juive qui décidèrent de rejoindre le Comité pour la réélection du président et de soutenir la cellule juive à titre personnel : William Wexler, président de la World Conference of Jewish Organizations, Sam Rothberg et Louis Boyar, membres de l'Israel Bond Organization, le rabbin Herschel Schacter, ancien président de la Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations, ou encore le rabbin Seymour Siegel, professeur de théologie au Jewish Theological Seminary, un ancien partisan du démocrate Hubert Humphrey. Les organisations communautaires, elles, refusèrent d'intervenir dans la campagne. Quelle que serait l'équipe élue, elles devraient en effet entretenir de bonnes relations avec le gouvernement en place. Huit organisations juives, dont l'American Jewish Committee, l'American Jewish Congress et le Jewish War Veterans, affirmèrent ainsi que les prises de position individuelles ne reflétaient pas nécessairement leurs préférences ni celles de leurs membres². L'impression dominante était pourtant que Nixon était plus soutenu par les dirigeants communautaires que ne l'avaient jamais été avant lui les autres candidats républicains. Plus que ses prédécesseurs également, il bénéficiait du soutien financier des Juifs – en 1972, cinq de ses douze plus gros contributeurs, parmi lesquels comptait évidemment Fisher, étaient juifs³. Pour que la stratégie juive définie par l'équipe de campagne portât pleine-

ment ses fruits, encore fallait-il qu'elle fût activement soutenue par Nixon et ses conseillers.

Le rejet de la stratégie juive

À la Maison Blanche, les avis étaient divergents sur l'opportunité de mettre en œuvre la stratégie recommandée par certains membres du parti et de la communauté. Bob Haldeman, le directeur de cabinet de Nixon, estimait que le président perdrait son temps à courtiser les Juifs : il était selon lui fort probable qu'ils resteraient fidèles au parti démocrate. Leonard Garment tenta pourtant de convaincre ses supérieurs qu'une partie des Juifs pourraient commettre une infidélité aux démocrates si le gouvernement leur accordait l'attention nécessaire. Dès décembre 1970, avant même les premières initiatives de Fisher et Hauser, il proposa un rapprochement entre le gouvernement et les dirigeants juifs et suggéra, comme premiers gestes, l'institution de rencontres régulières avec la presse juive et la multiplication des prises de parole des représentants du gouvernement devant les organisations communautaires. Garment était convaincu que Nixon devait pouvoir tirer parti de sa politique étrangère au Moyen-Orient. Mais, comme le fit remarquer Harold Saunders, le conseiller de Kissinger chargé du Moyen-Orient, la détente avec l'URSS était bien moins appréciée par les Juifs. En majorité, ceux-ci la jugeaient moralement condamnable et contradictoire avec leur engagement à obtenir le respect du droit des Juifs soviétiques à émigrer. Il apparaissait en outre dangereux à Saunders d'aliéner la politique étrangère par des considérations intérieures et de se lier d'avance les mains pour les négociations à venir avec les Soviétiques portant sur la résolution du conflit au Moyen-Orient et la réduction de l'armement stratégique⁴. La marge

(1) Entretiens de Rita Hauser, 22 août 1973, et de Larry Goldberg, 12 décembre 1973, « The Politics of American Jews : The Election of 1972 », Oral History Collection, New York Public Library and American Jewish Committee.

(2) Gerald Strober, *op. cit.*, p. 188.

(3) Entretien de Herbert Alexander, 18 juin 1973, « The Politics of American Jews : The Election of 1972 », Oral History Collection, New York Public Library and American Jewish Committee.

(4) Mémoire confidentiel à Henry Kissinger, 21 décembre 1971, National Archives and Records Administration (NARA), Nixon Presidential Materials, National Security Council Files, carton 405, folio « JDL ».

de manœuvre dont disposait le gouvernement pour séduire la communauté juive était donc étroite s'il ne voulait pas remettre en cause les fondements de sa politique étrangère à l'égard de l'URSS. La tactique que Nixon retint fut celle du pragmatisme : recevoir les organisations juives, écouter leurs requêtes et différer le plus longtemps possible sa réponse.

Conscientes de faire l'objet de la convoitise du parti démocrate et, à partir du début 1972, du parti républicain, les organisations juives jouèrent de la rivalité entre les deux candidats. Elles gagnèrent confiance en leur capacité à faire entendre leur voix et crurent pouvoir exploiter le calendrier électoral pour obtenir l'intervention du gouvernement en faveur du droit des Juifs soviétiques à émigrer à quelques semaines du premier sommet américano-soviétique de la détente. Les stratégies imaginées par les organisations de la base pour faire pression sur le gouvernement Nixon furent pleinement assumées comme opportunistes. Harold Light, directeur du Bay Area Council for Soviet Jews, proposa ainsi à l'Union of Councils for Soviet Jews, une organisation *grassroots*¹ d'envergure nationale, de harceler le gouvernement jusqu'à ce qu'elle intervînt en faveur des Juifs d'URSS². Mais les calculs des organisations de la base pêchèrent par excès d'optimisme : Nixon était loin d'être prêt à sacrifier à des considérations intérieures le grand chantier de sa première présidence qu'était la détente. Ce fut ce que révéla le sommet de Moscou qui se tint en mai 1972.

À la veille de son départ pour Moscou, Nixon fut pressé par de très nombreuses organisations juives d'évoquer, lors de ses échanges avec Brejnev, la question du droit des Juifs à émigrer. Il reçut des lettres des quatre coins du pays et des pétitions en grand nombre, dont une à l'initiative

de Hans Morgenthau, le célèbre politologue américain né en Allemagne, père fondateur de l'école du réalisme classique depuis la publication de son ouvrage *Politics Among Nations*³. Au fur et à mesure que l'on se rapprochait du sommet, les organisations juives se firent plus insistantes. Le 25 avril 1972, Max Fisher, Jacob Stein, le président de l'organisation-parapluie qu'était la Conference of Presidents of Major Jewish Organizations, et Richard Maass, celui de l'organisation de l'*establishment*⁴ consacrée aux Juifs soviétiques, la National Conference on Soviet Jewry (NCSJ), firent part à William Rogers de leur espoir de voir Nixon intervenir en faveur des Juifs soviétiques. Parallèlement, la NCSJ organisa, le 30 avril, une journée de solidarité avec les Juifs d'URSS qui conduisit plusieurs milliers d'Américains dans les rues de Washington, et remit à la Maison Blanche une pétition signée par un million quatre cent mille personnes⁵. Ces multiples pressions furent insuffisantes, même dans une année électorale, pour décider Nixon et ses conseillers à modifier l'agenda du sommet. La priorité demeura la signature des SALT (Strategic Arms Limitation Talks) et celle d'autres accords, notamment en matière commerciale et scientifique⁶. La volonté de ne pas gâcher ce rapprochement historique entre l'Union soviétique et les États-Unis prit le dessus sur des considérations électorales encore incertaines au mois de mai 1972. Nixon pensa certainement que les organisations juives modéreraient leurs exigences avant le mois de novembre.

(1) Le terme *grassroots* désigne les organisations de la base, généralement contestataires.

(2) I/3/3, BACSJ Archives, université du Colorado.

(3) Pour des exemples de lettres, voir NARA, Nixon Presidential Materials, Nixon Presidential Material Staff, White House Central Files, Garment Papers, carton I18, folio « Soviet Jewry 1972 ».

(4) Il s'agit des organisations les plus anciennes de la communauté, traditionnellement dirigées par un petit groupe de responsables issus de familles influentes.

(5) « Solidarity Day, 1972 », NCSJ, AJHS, carton 60, folio « activities/topics ».

(6) C'est ce qui apparaît dans les archives des conseillers de Nixon (NARA, Nixon Presidential Materials, NSC Files, CO Europe-USSR, carton 71, folio « CO 158 », et CO-Europe, carton 720, folio « USSR vol. XXIII »).

Mais l'adoption par l'Union soviétique d'une taxe sur l'éducation pour les candidats à l'émigration le 3 août 1972 contraignit Nixon à cesser d'ignorer la pression des organisations juives. En raison du sursaut de mobilisation au-delà même de la communauté que provoqua cette taxe, les proches de Nixon durent consentir à rencontrer leurs représentants pour s'entretenir de la situation des Juifs soviétiques¹. Dès lors, la communauté juive ne laissa plus à Nixon le loisir de l'ignorer. Au tout début du mois de septembre, Leonard Schroeter, un ancien conseiller du ministre de la Justice israélien devenu avocat à Seattle, intervint auprès du gouvernement pour le convaincre d'avoir recours à l'arme économique pour obtenir le retrait de la taxe². Une large publicité fut accordée à cette proposition dans la presse nationale. Il devint difficile pour la Maison Blanche d'ignorer les injonctions d'agir que lui adressait la communauté juive, d'autant plus difficile qu'elles étaient désormais perçues comme légitimes par l'opinion publique. Les pressions redoublèrent en septembre avec la reprise de l'activité politique. Le candidat républicain reçut une nouvelle salve de lettres condamnant l'approfondissement des relations commerciales avec l'Union soviétique alors qu'un traité commercial était en négociation avec Moscou³.

Il devint encore plus délicat pour le gouvernement de se dérober lorsque le sénateur démocrate Henry « Scoop » Jackson de l'État du Washington annonça qu'il allait introduire un amendement liant l'octroi d'avantages économiques à l'Union soviétique à la libéralisation par celle-ci de sa politique migratoire⁴. La riposte législative

du Congrès à l'adoption par l'URSS de la taxe sur l'émigration donna aux Juifs américains la force dont ils avaient jusque-là manqué pour être pris au sérieux par le gouvernement. Ils purent désormais se permettre d'utiliser un ton dont Nixon n'avait pas encore l'habitude, et cela un mois à peine avant les élections⁵. Dès que l'amendement Jackson eut des chances d'aboutir et donc de peser sur l'issue des élections, Nixon n'eut de cesse de le neutraliser. Sa priorité en matière de politique étrangère l'empêchait d'adhérer au principe du *linkage* (lien) proposé par Jackson : la conception de la détente que s'étaient faite Nixon et Kissinger rendait impossible toute intervention dans les affaires intérieures de l'URSS. En outre, une telle intervention aurait nécessairement conduit à irriter les dirigeants du Kremlin et à différer un rapprochement recherché des deux côtés. Il était pourtant difficile pour Nixon d'ignorer, en pleine campagne électorale, la situation des Juifs soviétiques lorsque le Congrès et la communauté juive pointaient du doigt la grave violation des droits de l'homme commise par le Kremlin. S'opposer trop violemment à l'amendement aurait risqué d'anéantir l'avantage que Nixon avait par ailleurs auprès de la communauté juive. Le président dut donc trouver une solution de compromis jusqu'au jour du vote : montrer qu'il était sensible aux préoccupations des Juifs sans rien exiger d'impossible du Kremlin, et neutraliser la coalition au Congrès. Il s'agissait d'éviter que l'amendement ne devînt la question sur laquelle se joueraient les élections⁶.

La première solution à laquelle pensèrent les conseillers de Nixon fut un appel à l'aide aux

(1) Mémorandum de Kissinger à Garment, 27 septembre 1969 (NARA, Garment Papers, carton 118).

(2) Mémorandum de Leonard Schroeter à Len Garment, 5 septembre 1972 (NARA, Nixon Presidential Materials, NSC Files, Name Files, carton 815, folio « L. Garment »).

(3) Voir par exemple la lettre d'Arthur Hertzberg, président de l'American Jewish Congress, à Nixon, *ibid.*

(4) Par un amendement au traité de ratification des accords SALT, Jackson avait déjà prouvé qu'il était capable d'entraver le cours de la détente.

(5) Lettre de Richard Maass au président, 27 septembre 1972, carton 30, NCSJ, AJHS.

(6) Mémorandum de L. Garment à Bob Haldeman, 25 septembre 1972 (Bibliothèque du Congrès, L. Garment Papers, Memo files, carton 5).

amis juifs du président. Jusqu'à la fin du mois de septembre, Jacob Javits (républicain), un des deux sénateurs de l'État de New York, apparut comme l'intermédiaire idéal entre les organisations juives et le pouvoir exécutif. Seul Juif au Sénat avec Abraham Ribicoff, il présentait l'énorme avantage d'être républicain et proche du président. Bien qu'il fût un des signataires de l'amendement introduit par Jackson, il semblait soucieux de trouver un compromis avec le gouvernement. Garment le rencontra à plusieurs reprises pour le convaincre que tous les efforts déployés par Nixon pour venir en aide aux Juifs soviétiques devaient porter leurs fruits¹. Un peu plus tard, les conseillers de Nixon cultivèrent un autre allié, Jacob Stein, prêt à être conciliant et à convaincre les autres organisations de faire moins de bruit. Mais compter sur des amis pour neutraliser la coalition qui soutenait Jackson ne pouvait produire l'effet attendu dans des délais aussi serrés.

Il fut donc conseillé à Nixon d'insister sur le danger que représentait l'amendement Jackson-Vanik pour la détente et de mettre en valeur ce qu'il avait fait dans le passé pour obtenir des Soviétiques un niveau d'émigration plus élevé. Mais capitaliser sur le peu qui avait été fait était bien insuffisant. Il était temps d'imaginer des méthodes plus efficaces pour écarter au moins temporairement la menace. C'est de Nixon lui-même que vint l'idée : la conclusion d'un accord confidentiel avec Jackson, qui devait permettre de neutraliser l'amendement sans avoir à négocier avec la communauté juive. Le 30 septembre 1972, l'accord informel fut conclu entre les deux hommes : le sénateur promit à Nixon de ne pas faire de l'émigration des Juifs soviétiques une question partisane dans le débat présidentiel et de ne pas présenter son

amendement au vote du Sénat avant le scrutin du 7 novembre, si le président ne s'opposait pas au soutien des sénateurs républicains au texte de Jackson². Nixon semblait avoir obtenu le résultat qu'il souhaitait : il avait évité la remise en cause de la détente et l'hémorragie du vote juif. Mais, en concluant cet accord avec Jackson, le président privilégia le court terme sans garantie de résultat et au prix d'une contrainte importante sur sa marge de manœuvre future. Il sous-estima en fait la capacité de Jackson à obtenir le nombre de cosignataires nécessaires pour introduire son amendement et à porter préjudice, profondément et à long terme, à la détente. Que Nixon ait accepté de courir un tel risque en concluant ce marché montre à quel point il estimait important de ne pas perdre les élections sur cette question de politique étrangère qui importait tant aux électeurs juifs³.

En un mois, Nixon et ses conseillers firent beaucoup pour neutraliser l'amendement, mais ils ne cherchèrent pas à lui retirer sa raison d'être, car cela aurait nécessité d'exiger des Soviétiques une libéralisation de leur politique migratoire. Il est presque certain que les Américains n'évoquèrent pas cette question avec leurs homologues soviétiques à Moscou ou à Washington et, s'ils le firent, qu'ils refusèrent d'avoir recours à un ton menaçant. Les conseillers de Nixon déployèrent beaucoup plus d'efforts pour défaire la coalition Jackson et son alliance avec les dirigeants communautaires juifs que pour obtenir des assurances des Soviétiques. Une fois l'amendement Jackson-Vanik introduit, l'équipe de Nixon dut donc réviser

(1) Mémorandum d'Ed Roberts à Kissinger, 4 août 1972 (NARA, Nixon Presidential Materials, NSC Files, Name Files, carton 819, folio « Sen. Javits »).

(2) Paula Stern, *Water's Edge : Domestic Politics and the Making of American Foreign Policy*, Westwood, Connecticut, Greenwood Press, 1979, p. 42 ; et Robert G. Kaufman, *Henry M. Jackson. A Life in Politics*, Seattle, University of Washington Press, 2000, p. 266.

(3) Noam Kochavi, « Insights Abandoned, Flexibility Lost : Kissinger, Soviet Jewish Emigration, and the Demise of Détente », *Diplomatic History*, 29 (3), p. 503-530.

ses ambitions électorales à la baisse : il ne s'agissait plus de séduire les électeurs juifs, mais de limiter les conséquences d'un amendement qui risquait de placer le candidat républicain en porte-à-faux par rapport à la communauté.

À l'été 1972, la règle immuable selon laquelle les Juifs votaient démocrate à la quasi-unanimité semblait avoir de grandes chances de connaître une exception. Nixon disposait en effet de réels avantages sur son concurrent démocrate : sa politique étrangère au Moyen-Orient, les maladroites de McGovern et, plus secondairement, le soutien d'Israël et l'amitié de dirigeants communautaires juifs influents. Ce sont ces atouts qui conduisirent Max Fisher et certains des conseillers de Nixon à lui proposer de se rapprocher davantage de la communauté. Mais l'attachement des Juifs américains au respect du droit des Juifs soviétiques à émigrer rendit fort délicat la réalisation de ce projet. Le candidat républicain se refusa à sacrifier la détente à des considérations électorales. L'idée d'une stratégie juive fut abandonnée et, à défaut, tout fut fait pour ne pas se mettre à dos une communauté déçue de n'obtenir aucun geste significatif du président.

Nixon aurait-il dû prendre le risque de sacrifier la détente et de céder aux demandes des dirigeants communautaires relatives aux droits des Juifs soviétiques ? Si l'on accepte d'ignorer la morale, il convient de répondre cyniquement par la négative. Dès le mois d'août, Nixon n'avait plus de raison de s'inquiéter de sa réélection et, rétrospectivement, les résultats ont montré qu'il fit le bon choix. Il n'eut aucun besoin des voix juives pour être réélu : Nixon obtint 60,7 % des suffrages contre 37,5 % en faveur de McGovern, et les voix de cinq cent vingt grands électeurs contre un seul. Par ailleurs, les résultats qu'il obtint dans la com-

munauté juive furent excellents sans qu'il ait eu besoin de revoir sa politique à l'égard de l'URSS. Ils n'avaient d'ailleurs jamais été aussi bons pour un républicain depuis Ike Eisenhower : entre 32 et 40 % du vote juif se porta sur Nixon. Les atouts dont disposait celui-ci pour séduire l'électorat juif en cette année 1972 étaient donc largement suffisants et la menace que représentait l'attachement des organisations communautaires au droit des Juifs à émigrer avait été surestimée.

Une fois élu, Nixon eut le sentiment de ne rien devoir à la communauté juive et de pouvoir agir sans tenir compte de son opinion. Ainsi, durant la guerre du Kippour, il ne céda pas immédiatement à la demande d'Israël de réapprovisionnement en armes, de manière à ne lui permettre qu'une victoire limitée et à faciliter le règlement ultérieur du conflit. Nixon continua aussi d'ignorer les revendications de la communauté relatives à l'émigration des Juifs soviétiques. La suite des événements allait pourtant montrer que l'étendue de la mobilisation parlementaire en faveur de l'amendement Jackson-Vanik rendait impossible de préserver la détente sans prendre en compte le droit des Juifs d'URSS à émigrer, une question qui demeura, malgré Nixon, sur l'agenda des négociations américano-soviétiques jusqu'à sa démission forcée en août 1974.

Pauline Peretz est ancienne élève de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, agrégée d'histoire, docteur en histoire et post-doctorante au Centre d'études nord-américaines de l'École des hautes études en sciences sociales. Ses recherches portent sur le rôle des États-Unis dans l'émigration des Juifs d'URSS durant la guerre froide. Elle est l'auteur de *Le Combat pour les Juifs soviétiques. Washington-Moscou-Jérusalem 1953-1989* (Armand Colin, 2006). (pauline.peretz@ehess.fr)